

ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE

7 RUE MGR DE LIGONNES

48000 MENDE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT LABAU MAURY

Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Montpellier - Nîmes

Siège social : 2 Avenue Georges Clémenceau – 48000 MENDE

R.C.S. MENDE TGI 433 706 462

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous⁴ a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les événements internes relatifs à la tenue de la caisse exposée dans le paragraphe « Événements internes » en page 23 de l'annexe.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil diocésain des affaires économiques le 26 mai 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
-

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MENDE, le 27 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET
D'AUDIT LABAU MAURY,**



Représentée par BENOIT MAURY
Commissaire aux comptes

Assoc. DIOCESE DE MENDE

7 Rue Monseigneur De Ligonnes

48000 MENDE

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

MENDE

1 Bis, Rue du Torrent
48000 MENDE
Tel : 04 66 49 10 13

SAINT AFFRIQUE

Immeuble l'Odysée
130, Avenue Hippolyte Barascud
12400 SAINT AFFRIQUE
Tel : 05 65 99 08 45

MARVEJOLS

22, Boulevard du Chambrun
48100 MARVEJOLS
Tel : 04 66 44 04 40

LANGOGNE

Quai du Langoyrou
48300 LANGOGNE
Tel : 04 66 69 05 69

S.A.S. au capital de 250 000 €
R.C.S. Mende N°305 463 283
N° Intracom. : FR15 305 463 283
Société d'expertise comptable inscrite au
tableau de l'Ordre de la région Occitanie
acomexpertisa.com

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	16 322	16 322		
	Fonds commercial (1)	100 000	38 000	62 000	64 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	55 933		55 933	55 933
	Constructions	12 409 364	6 747 857	5 661 507	5 288 285
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	213 296	166 269	47 027	29 540
	Autres immobilisations corporelles	416 868	376 488	40 380	24 820
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	576 192		576 192	651 951
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	472		472	472
	Prêts	124 706		124 706	136 987
	Autres immobilisations financières	338		338	338
TOTAL (1)		13 913 492	7 344 936	6 568 556	6 252 324
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	95 172		95 172	61 557
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	7 657		7 657	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	57 363		57 363	114 615
	Autres créances	109 069		109 069	119 059
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15 727 553	913 603	14 813 950	15 524 703
	DISPONIBILITES	981 159		981 159	737 061
	Charges constatées d'avance	875		875	971
	TOTAL (II)	16 978 849	913 603	16 065 246	16 557 965
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		30 892 341	8 258 539	22 633 802	22 810 289
(1) dont droit au bail				100 000	100 000
(2) dont à moins d'un an				125 044	137 325
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	5 455 932	5 455 932
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	7 856 837	7 856 837
	Report à nouveau	5 812 492	5 559 743
	Résultat de l'exercice	8 621	252 750
	Total des fonds propres	19 133 882	19 125 261
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	39 560	46 445
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	39 560	46 445
	Total des fonds associatifs	19 173 442	19 171 706
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	39 973	44 134
	Sur legs et donations affectés	22 428	29 810
	Total des fonds dédiés	62 402	73 944
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 483 659	1 690 516
	Emprunts et dettes financières divers	5 475	78 247
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	277 490	108 280
	Dettes fiscales et sociales	107 264	89 348
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 524 071	1 598 249
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	3 397 958	3 564 639
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	22 633 802	22 810 289
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	8 621,14	252 749,72
	(1) Dont à moins d'un an	3 397 958	3 564 639
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 936	17 552
	ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	32 709	28 986
	Prestations de services	3 820	710
	Productions stockées		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 600	1 600
	Dons	1 553 871	1 326 478
	Cotisations	530	470
	Legs et donations	2 215	
	Autres produits de gestion courante	3 027	7 414
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	133 354	139 142
	Autres produits	624 009	644 957
	Total des produits d'exploitation	2 355 133	2 149 758
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	165 420	171 103
	Variation de stock	(33 616)	(40 876)
	Autres achats et charges externes	806 382	766 847
	Impôts, taxes et versements assimilés	136 760	119 477
	Rémunération du personnel	516 427	553 378
	Charges sociales	178 573	186 170
	Subventions accordées par l'association	42 814	42 000
	Dotation aux amortissements et dépréciations	471 168	433 165
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	381 674	378 557
	Total des charges d'exploitation	2 665 602	2 609 821
Charges Produits financiers	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(310 469)	(460 063)
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	18 169	1 086 531
	Intérêts et produits financiers	127 471	351 806
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	45 131	813 193
	2 - RESULTAT FINANCIER	100 508	625 144
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(209 960)	165 081
	Produits exceptionnels	247 204	121 255
	Charges exceptionnelles	22 160	26 322
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	225 044	94 933
	Impôts sur les sociétés	7 653	7 264
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	2 749 168	3 709 350
	TOTAL DES CHARGES	2 740 547	3 456 601
	EXCEDENT ou DEFICIT	8 621	252 750
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		